

Normes et responsabilité sociétale
pour le Développement durable
dans l'espace Francophone
13 -15 décembre 2005 Marrakech, Maroc

La problématique Nord/Sud dans la normalisation

Le cas du Sénégal

**Par Barama SARR, Directeur Général de
l'Association sénégalaise de
Normalisation (ASN)**

Sénégal contexte national

Quelques données (démographie, emploi...)

- **Population : 9.240.000 habitants**
- **Population agricole : 6.999.000 habitants
(75% de la population)**
- **Taux de croissance : 6 % en moyenne**
- **Taux d'alphabétisation : 33,1 % de la population.**

Une caractéristique : le secteur informel représente une part importante de l'emploi , tout particulièrement en milieu urbain. Il est structuré en trois grands sous -secteurs d'activité : production , construction-bâtiment et services.

Sénégal contexte national (suite)

- Production : 79,6% des unités du secteur informel
- Activités de services : environ 15 %
- Bâtiment et construction : 5,7 %

Emploi

- Le secteur formel est fort de 65 000 salariés dont 2667 travaillent dans les télécommunications, secteur de pointe.
- La première source de la main d'œuvre pour les activités informelles : les apprentis sauf :
Pour les activités de construction, les activités de production, les services et le commerce.

La faiblesse relative de l'utilisation d'apprentis dans les activités de commerce par rapport aux activités de production ou de service s'explique par la faiblesse de formation nécessaire dans ce type d'activité.

La lutte contre la pauvreté pour un développement durable

La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté au Sénégal se décline autour de cinq(5) axes suivants :

- **L'amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux de base** (éducation de base, santé de base, services de santé reproductive, alimentation...)
- **La création d'une croissance de qualité** (croissance forte et durable)

La lutte contre la pauvreté pour un développement durable (suite)

- **L'augmentation des opportunités économiques des pauvres** (la croissance elle ne suffit pas, il faut des mesures spécifiques pour accroître l'accès des groupes défavorisés aux opportunités économiques...)
- **La promotion de la bonne gouvernance** (amélioration de la bonne gouvernance, renforcement des processus gouvernementaux : audits de la gestion budgétaire, élargissement du contrôle lié aux responsabilités...)

La lutte contre la pauvreté pour un développement durable (suite)

- **L'accroissement de la prise de responsabilité et la participation**

(travailler directement avec les pauvres et les organisations qui les représentent , appuyer les réformes gouvernementales en vue de renforcer les liens avec ces organisations et de les rendre plus réceptives , s'attaquer au processus d'exclusion...)

Présentation de l'Association sénégalaise de Normalisation (ASN)



INTRODUCTION

Si la normalisation concerne d'abord le dirigeant d'entreprise, il appartient aux pouvoirs publics de favoriser la création des conditions propres à réaliser son intégration totale dans l'économie nationale.

INTRODUCTION (suite)

- Les actions menées par l'Etat ont été à l'initiative quasi exclusive de l'Administration (recherche de plus d'efficacité) avec la création de l'Institut Sénégalais de Normalisation (ISN) par décret 78-228 du 14 mars 1978.
- Initiative qui s'inscrivait dans le cadre d'une politique sociale qui assurerait la protection des sénégalais contre les risques d'insécurité, d'intoxication alimentaire etc....

INTRODUCTION (suite)

- En 1994, avec la mondialisation de l'économie (règles de l'OMC), les résultats obtenus étaient insuffisants et ne répondaient pas aux aspirations du secteur privé (une centaine de normes sénégalaises, manque d'une culture qualité et normative au sein de larges secteurs de l'économie nationale (agroalimentaire, bâtiment et génie civil, électrotechnique, chimie et environnement ...)) malgré les efforts fournis dans le cadre du Plan d'actions Qualité 1988-1992 avec l'appui de la coopération française (8 millions de FF) pour des besoins estimés à environ 20 millions de FF
- Une réorientation de la politique nationale de normalisation a été jugée nécessaire afin de prendre en compte les nouvelles exigences de l'environnement économique national et international et ceci en impliquant davantage le secteur privé dans la définition et l'exécution des plans d'actions prioritaires.

Association sénégalaise de Normalisation

‘ASN’
Objectifs généraux

OBJECTIFS GENERAUX

Trois objectifs

- Mettre en œuvre une politique de normalisation efficace
- Faciliter la pénétration des marchés extérieurs
- Répondre aux attentes et aux priorités du secteur privé

OBJECTIFS GENERAUX

Mettre en œuvre une politique de normalisation efficace

- Définir et mettre en œuvre des plans d'actions prioritaires adaptés.
- Assurer une meilleure coordination des actions
- Maîtriser mieux les règles de la concurrence

OBJECTIFS GENERAUX

Faciliter la pénétration des marchés extérieurs

- Maîtriser les coûts de la non - qualité
- Développer l'image de marque des produits sénégalais

OBJECTIFS GENERAUX

Répondre aux attentes et priorités du secteur privé

- Assainir le marché
- Maîtriser le cadre réglementaire
- Garantir l'obligation de résultats

Association sénégalaise de Normalisation

PROJET
‘ASN ‘
Pourquoi?

Association sénégalaise de Normalisation

Pourquoi?

Pour 8 raisons

1. Offrir un cadre propice au développement technique et économique
2. Lutter contre la concurrence déloyale (Dumping, contrefaçon)
3. Maîtriser le système de surveillance et de contrôle de l'application des normes
4. Contribuer à l'élargissement des marchés
5. Adapter la fabrication des produits aux contraintes de l'environnement
6. Créer les conditions de l'intégration économique régionale
7. Promouvoir la qualité des produits sénégalais
8. Protéger le consommateur

Association sénégalaise de Normalisation

**PROJET
ASN
Comment?**

Association sénégalaise de Normalisation

Comment?

- Impliquer majoritairement le secteur privé dans la gestion de la structure
- Faire adopter une convention ETAT-ASN garantissant :
 - * **Les obligations des deux parties**
 - * **Le suivi de l'application des normes rendues obligatoires**
 - * **La prise des mesures nécessaires pour sanctionner et réprimer tout contrevenant.**
- Développer des programmes de diagnostic-qualité, de formation-assistance en gestion de la qualité et de certification des produits
- Rendre compte et informer sur les activités réalisées par l'ASN :
 - * **Bulletin ASN**
 - * **Catalogue des normes**
 - * **Campagnes d'information et de sensibilisation,...**

Association sénégalaise de Normalisation

PROJET

ASN

Avec quels moyens?

Association sénégalaise de Normalisation

Avec quels moyens ?

- Cadre juridique et institutionnel approprié
- Des ressources humaines et matérielles correspondant aux objectifs fixés
- Un plan d'actions prioritaires bien adapté
- Un financement stable

Association sénégalaise de Normalisation

PROJET ASN

Le cadre juridique et institutionnel

Association sénégalaise de Normalisation

Cadre juridique et institutionnel

- Structure associative secteur privé - secteur public régie par les lois 68-08 du 26 mars 1968 et 79-02 du 04 janvier 1979
- Un conseil d'administration où le secteur privé est représenté à 60 % et l'Etat 40 %
- Une convention Etat/ASN répondant aux aspirations du secteur privé
- Un cadre réglementaire insistant sur l'aspect répressif tout en ouvrant la voie à une normalisation volontaire (certification)(Décret 2002 – 746 du 19 juillet 2002 confiant les missions de l'ISN à l'ASN)

Association sénégalaise de Normalisation

PROJET

'ASN'

Les ressources humaines et matérielles

Association sénégalaise de Normalisation

Ressources humaines et matérielles

- Equipe pluridisciplinaire de 12 personnes composée : d'ingénieurs et techniciens rompus aux techniques de normalisation et ses activités connexes
- Près de 300 experts membres des comités techniques participent à l'élaboration des normes
- Un outil de travail performant (informatisation)
- Une assistance technique et financière des partenaires au développement (par ex. Programme Qualité UEMOA financé par l'UE et exécuté par l'ONUDI)

Association sénégalaise de Normalisation

Programme triennal d'activités

1 ère Année

1. Réorganisation de l'ISN (voir organigramme en annexe)
2. Actions de sensibilisation et d'information (publique, privé)
3. Formation du personnel (2 cadres) à la certification de produits
4. Formation du personnel (1 conservateur) à la gestion documentaire
5. Travaux de normalisation sur les produits contrôlés localement
6. Adhésion à l'ISO
7. Bulletin d'information
8. Appui technique aux exportateurs

Association sénégalaise de Normalisation

Programme triennal d'activités

2^{ème} année

1. Poursuite des travaux de normalisation de produits
2. Mise en place des moyens de contrôle supplémentaires
3. Formation du personnel en accréditation de laboratoire (1 cadre)
4. Formation du personnel en certification de systèmes ISO 9000 (2 cadres)
5. Mise en place du système de certification de produits et services ayant fait l'objet de normes
6. Formation au Sénégal de cadres d'entreprises aux outils de la qualité
7. Formation en entreprise
8. Bulletin d'information
9. Appui technique aux exportateurs

Association sénégalaise de Normalisation

Programme triennal d'activités

3^{ème} année

1. Poursuite des travaux de normalisation de produits
2. Certification de produits ayant fait l'objet de normes
3. Mise en place du système de certification d'entreprises (systèmes ISO 9000)
4. Formation au Sénégal de cadres d'entreprises aux outils de la qualité
5. Formation en entreprises
7. Bulletin d'information
8. Appui technique aux exportateurs

Association sénégalaise de Normalisation

Programme triennal d'activités

'ASN'

Le financement

Association sénégalaise de Normalisation

Financement stable

Principes

- Assurer la pérennité de la structure
- Faire payer tout le monde ou le plus grand nombre

Modalités

- Adhésions
- Cotisations
- Ressources propres tirés de la vente des produits et services de la structure
 - . Normalisation
 - . Certification
 - . Formation
 - . Conseil
 - . Contributions exceptionnelles de soutien au démarrage (membre fondateurs, bailleurs de fonds, etc....)
- **Subvention Etat**

RESULTATS OBTENUS

Normalisation

- A ce jour, 255 normes sénégalaises ont été élaborées et adoptées et réparties comme suit :
- 02 dans le domaine électrotechnique ;
- 57 Bâtiment et génie civil ;
- 62 Agro-alimentaire ;
- 14 Normes fondamentales (SI, signes et symboles utilisés en mathématiques et sciences physiques) ;
- 76 Environnement ;
- 02 Administration et Commerce ;
- 34 Chimie ;
- 07 Energie solaire ;
- 01 Energie domestique.

Normalisation (suite)

- *Au niveau régional (UEMOA)*
- L'ASN assure le secrétariat technique
 - Comité technique Produits alimentaires (CT1)*
 - Comité technique Environnement (CT5)*
- *Au niveau de l'Organisation régionale Africaine de Normalisation (ORAN)*
- L'ASN assure le secrétariat technique
 - Comité technique Environnement et lutte contre les nuisances*

- *Au niveau international*

L'ASN est membre correspondant de l' ISO et s'est inscrit comme membre observateur

ISO/TC 207 - Management environnemental

ISO/TC 176 – Management de la Qualité

ISO/TMB/WG RS – Responsabilité sociale

Et des comités chargés des questions d'orientation

Politique

CASCO Evaluation de la conformité

COPOLCO Politique en matière de consommation

DEVCO Questions relatives aux pays en développement

L'ASN est membre du Programme des pays affiliés à la CEI et suit en ligne les travaux de 10 comités d'études

Mise en place du « comité miroir » sur la responsabilité sociétale

- **Constitution du comité ;**
 - * **Identification des parties prenantes potentielles; (industriels, gouvernement, travailleurs, consommateurs, ONG, Chercheurs ...)**
 - * **Organisation d'une réunion d'information (compte rendu de la réunion du WG/SR tenue à Bangkok...) et mise en place du Comité avec désignation du Président et du Vice Président**
- **Organisation du travail au sein du comité ;**
 - * **Définition des procédures de travail au sein du comité**

Objectifs assignés au « comité miroir » Sénégal sur la responsabilité sociétale

- Elargir le débat au niveau national sur cette question de responsabilité sociétale pour le développement durable dans un contexte particulier de lutte contre la pauvreté.
- Faciliter l'accès à l'information des parties prenantes nationales au processus de négociation de la future norme iso 26000 sur la responsabilité sociétale.

CONCLUSION

Principales difficultés rencontrées

- Non implication de l'ensemble des acteurs dans le processus de normalisation et faiblesse de la participation financière aux activités (l'engagement du secteur privé est encore timide)
- Soutien de l'Etat encore faible bien que des efforts aient été fournis ces trois dernières années
- Insuffisance de moyens pour participer aux activités internationales de normalisation (ISO, CEI, Codex Alimentarius)

Merci pour votre aimable attention

